

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 8 mai 2026

**FOCUS - AU GUYANA, LA PRODUCTION PETROLIERE S'ACCELERE ALORS QUE LE PAYS
CHERCHE A DIVERSIFIER SON ECONOMIE.** 2

Bolivie 3

La Bolivie renoue avec les marchés internationaux avec une émission de dette de 1 Md\$. 3

Colombie 3

Ces dernières années, la Colombie est marquée par une forte baisse de l'investissement et une forte hausse concomitante du risque pays. 3

L'Equateur annonce une baisse des droits de douanes sur les importations colombiennes. 4

Au T1 2026, les exportations colombiennes augmentent, portées par le retour du charbon. 4

En avril, la croissance de la production industrielle colombienne chute. 4

Équateur 5

L'Equateur émet des obligations souveraines pour 1 Md\$. 5

L'Equateur souscrit un contrat d'« *hedging* » pétrolier. 5

Guyana 5

Le gouvernement prévoit de verser une subvention de plus de 14 M\$ aux riziculteurs. 5

Pérou 5

En 2025, 26 % de la population péruvienne vivait sous le seuil de pauvreté. 5

Le Pérou ne respecterait pas la règle budgétaire cette année et les années à venir, selon le Conseil Budgétaire. 6

Suriname 6

Un partenariat public-privé a été signé pour favoriser l'inclusion financière des entrepreneurs et des PME. 6

Venezuela 6

L'inflation recule à 612 % en g.a. au mois d'avril. 6

Les États-Unis assouplissent de nouveau les sanctions, en vue d'une possible restructuration de la dette publique. 7

Le revenu minimum intégral augmente de 26 %. 7

Focus - Au Guyana, la production pétrolière s'accélère alors que le pays cherche à diversifier son économie.

La production de pétrole brut au large du Guyana s'élevait en moyenne à 918 000 barils par jour (b/j) en février 2026 contre 716 000 b/j en 2025. Actuellement, l'ensemble de la production *offshore* est issue du bloc de *Stabroek* exploité par ExxonMobil (45 %, États-Unis) en coopération avec Hess (30 %, États-Unis) et CNOOC (25 %, Chine). Les derniers chiffres font état d'une production approchant désormais 1 million de b/j (Mbj). Cette expansion devrait s'accélérer avec des projets supplémentaires : *Uaru* en 2026 (+250 000 b/j), *Whiptail* en 2027 (+250 000 b/j), et *Hammerhead* en 2029 (+150 000 b/j).

Les exportations de pétrole ont généré de l'ordre de 17,8 Md\$ des ventes en 2025, représentant plus de 85 % du total des exportations du Guyana. Alors que le volume exporté a augmenté de 15,8 % en 2025 (+260 Mb), les exportations en valeur ont reculé de -1 %, les prix moyens ayant baissé de -14,5 %. En 2025, les principales destinations d'exportations étaient les Pays-Bas, le Royaume-Uni, le Panama, l'Espagne, l'Italie et les États-Unis. Depuis quelques mois, l'Inde émerge comme un client important. En novembre 2025, l'Inde a acheté des volumes écartés des marchés européens en raison d'une offre excédentaire. En janvier, l'Inde a importé 297 000 b/j de pétrole guyanien, dans le cadre d'une recherche d'approvisionnements alternatifs au pétrole russe.

En vertu de l'accord de partage de production, les exploitants du bloc peuvent utiliser jusqu'à 75 % de la production annuelle pour couvrir leurs coûts, les 25 % restants étant répartis à parts égales entre l'État et le consortium. Le Guyana perçoit également une redevance de 2 % sur la valeur de tout le pétrole produit et vendu. Les recettes pétrolières publiques du Guyana devraient atteindre 8 Md\$ en 2029 (vs. 3 Md\$ en 2027) à mesure que les nouveaux projets pétroliers *offshore* monteront en puissance et que les volumes d'exportation augmenteront.

En 2025, le Fonds des ressources naturelles (NRF), fonds souverain du Guyana, a enregistré des entrées s'élevant à 2,5 Md\$. Le NRF, géré à New York, capte les recettes pétrolières publiques et est régi par une formule inscrite dans la loi qui détermine le montant des prélèvements autorisés sur les dépôts de l'année précédente. La formule permet au gouvernement de prélever 100 % du premier milliard de dollars étatsuniens déposé au cours de l'année précédente, les pourcentages applicables à chaque tranche supplémentaire diminuant progressivement. Bien que cette structure vise à lisser les dépenses et à protéger l'épargne accumulée pour diversifier l'économie, la forte hausse des dépôts prévue signifie que les retraits continuent d'augmenter rapidement à mesure que les recettes pétrolières progressent. Le Guyana prélève systématiquement le montant maximal autorisé par la loi, et les prévisions budgétaires laissent anticiper que cette pratique se poursuivra, les sorties devant atteindre de l'ordre de 4,3 Md\$ d'ici 2029 (+81 % par rapport à 2026, avec 2,4 Md\$ prévus).

Un consortium composé de Total Energies (40 %), QatarEnergy (35 %) et Petronas (25 %, Malaisie) a remporté le bloc S4. Il a versé en décembre une prime de signature de 15 M\$ au Guyana pour les droits d'exploration. Il prévoit de mener une campagne sismique 3D au large des côtes en août 2026, dont le coût atteindrait 25 M\$. Par ailleurs, le Guyana a attribué en décembre le bloc *offshore* S7 au groupe ghanéen *Cybele Energy*. La société devrait verser une prime à la signature de 17 M\$.

L'intérêt pour la construction d'une raffinerie au Guyana s'accroît, dans un objectif de renforcement de la sécurité énergétique du pays et d'une montée en valeur de la production domestique. Le gouvernement avait reçu 11 offres pour la construction et l'exploitation d'une raffinerie en 2023, avant de retenir cinq entreprises. L'installation proposée traiterait environ 30 000 b/j.

Malgré l'expansion du secteur pétrolier, des tensions subsistent quant à la transparence de la gestion des ressources qui en sont issues. Le ministère des Ressources naturelles a remplacé, unilatéralement, l'ONG *Policy Forum Guyana* (PFG) en tant que coordinateur de la société civile dans l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE), au profit de *I. English*. L'ITIE est une norme internationale visant à promouvoir une gestion ouverte des ressources naturelles. Selon PFG, *I. English* détient d'importants intérêts dans le secteur de l'or et des diamants. Les critiques visent le processus de consultation ayant abouti à la sélection de représentants de la société civile affiliés au gouvernement. PFG réclame une refonte du processus de sélection de la composante société civile et la suspension du Guyana de l'ITIE. Cependant, le gouvernement a annoncé que le groupe multipartite avait reçu l'accord du Secrétariat international de l'ITIE pour reprendre ses travaux.

Bolivie

La Bolivie renoue avec les marchés internationaux avec une émission de dette de 1 Md\$.

Le Ministère de l'Économie et des Finances publiques bolivien a annoncé avoir émis 1 Md\$ le 7 mai dernier, soit la 1^e émission souveraine externe de la Bolivie depuis 4 ans. Le Ministre Gabriel Espinoza a indiqué avoir enregistré une demande cinq fois supérieure aux prévisions. **Les obligations émises ont un taux de 9,45 % pour une maturité de 5 ans.** Ainsi, la dette souveraine attire de nouveau les investisseurs alors que les agences de notations ont relevé la note du pays (cf. [Brève semaine 13](#)). Pour mémoire, cette émission et l'amélioration de la notation créditrice se fait dans le cadre de premières mesures prises par le gouvernement de R. Paz, notamment la suppression des subventions aux carburants et une ouverture des secteurs exportateurs. En un an, les *spreads* sont passés de 2100 points de base à 362 points. Toutefois, les économistes soulignent que le pays fait toujours face à des pressions budgétaires et monétaires dans le cadre de la crise de balance des paiements et budgétaire à l'œuvre depuis plusieurs années.

Colombie

Ces dernières années, la Colombie est marquée par une forte baisse de l'investissement et une forte hausse concomitante du risque pays.

Selon l'Observatoire budgétaire de l'université Javeriana, **la Colombie est le pays qui a le plus perdu en capacité d'investissement par rapport au Pérou, au Chili et au Brésil.** D'une part, l'investissement en Colombie (FBCF) est passé de 23,4 % du PIB en 2015 à 15,2 % en 2025, la réduction la plus importante parmi les quatre pays analysés. D'autre part, la prime de risque colombienne (EMBI), que les investisseurs exigent pour prêter aux pays émergents, est celle qui a le plus augmenté entre 2017 et 2025. En 2021, la Colombie est devenue le pays le plus risqué du groupe.

Ces évolutions tendent à se traduire par une diminution de l'investissement privé, une baisse de la capacité de manœuvre de l'État (la dette étant plus onéreuse) et un ralentissement de la croissance économique. L'Observatoire prévoit ainsi qu'en 2027, le paiement de la charge de la dette sera le deuxième poste de dépense de l'État, derrière l'éducation. Plus encore, depuis 2022, la croissance du PIB colombien ne se démarque

plus par rapport aux autres pays (Pérou, Chili et Brésil). Il recommande donc aux autorités d'assainir les dépenses budgétaires et de revenir à des niveaux d'investissement adéquats. Si cette tendance se poursuit, la Colombie risque d'être confrontée à un scénario de croissance potentielle plus faible et de pressions accrues sur ses finances publiques.

L'Équateur annonce une baisse des droits de douanes sur les importations colombiennes.

À partir du 1^{er} juin, les droits de douanes sur les produits en provenance de Colombie seront portés à 75 %. Quatre jours après la mise en place de droits de douanes à 100 %, qui avait pour objectif annoncé de sanctionner le manque d'actions du gouvernement colombien en matière de lutte contre le crime organisé, l'Équateur rétro pédale. Le gouvernement équatorien chercherait à « avancer vers des mécanismes de coopération bilatérale en matière de sécurité ». Cette initiative s'inscrit dans une logique de désescalade, après la suspension par la Colombie des exportations d'électricité vers l'Équateur. De fait, sans l'électricité fournie par la Colombie, l'Équateur risque de subir des coupures de courant à hauteur de 18 % à partir d'octobre 2026, selon le Cenace (Centre National de Contrôle de l'électricité)

Dans le cadre de ces tensions commerciales, les exportations colombiennes vers l'Équateur ont chuté de -60 % entre janvier et mars (en g.a.).

Au T1 2026, les exportations colombiennes augmentent, portées par le retour du charbon.

Au T1 2026, les exportations colombiennes ont atteint 13,8 Md\$, en hausse de +15,5 % par rapport au T1 2025. Cette hausse est en partie portée par les secteurs des hydrocarbures et des mines (expliquant 2,2 pp), en hausse de

5,4 % en g.a., grâce notamment aux exportations de charbon (+19 % en valeur et +53 % en volume) et, dans une moindre mesure de pétrole (+1 % en valeur mais -0,5 % en volume). Dans le cas du pétrole, la baisse des volumes est compensée par la hausse des prix depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, et ne devrait donc être que transitoire. En 2025, ces deux postes avaient connu une chute respective en valeur de -31 % et de -17 % en g.a.

Les exportations agricoles continuent, à ce stade, de participer à la dynamique des exportations, avec une hausse de 8 % (2,5 pp). En particulier, les exportations de bananes et d'huile de palme contribuent à 3,4 pp de la hausse de ce poste. Pour autant, les exportations de café, qui ont contribué à la hausse des exportations en 2025, commencent à ralentir (-0,1 %), dans le cadre d'un contexte de prix internationaux et climatique moins favorable. Cette tendance devrait s'accélérer alors que la production de café a chuté de -17 % en avril en glissement annuel du fait de fortes pluies dans le sud du pays.

En avril, la croissance de la production industrielle colombienne chute.

L'indice de la gestion des achats du secteur industriel (PMI) calculé par Davivienda et S&P Global montre une baisse dans le rythme de croissance du secteur au début du deuxième trimestre 2026. Le PMI reste supérieur à 50 points, seuil à partir duquel un secteur est en expansion, mais il est passé de 51,4 points en mars à 50,8 en avril. L'augmentation des prix des matières premières et le manque de dynamisme de la demande ont fait chuter le rythme de croissance industrielle pour la première fois depuis plus d'un an. L'inflation des intrants atteint son niveau le plus élevé depuis plus de trois ans, notamment pour les produits chimiques, les hydrocarbures et le plastique. Pour protéger leurs marges, les

entreprises ont augmenté leur prix ce qui a affaibli la demande.

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-0,8%	30,5%	2160
Change USD/COP	2,1%	-13,0%	3735
Change EUR/COP	2,3%	-9,3%	4400
Prix du baril (Brent, USD)	-6,3%	58,7%	101,32

Équateur

L'Équateur émet des obligations souveraines pour 1 Md\$.

Le Ministère des Finances a annoncé une nouvelle émission de 1 Md \$ à un taux moyen de 8,5 %. Cela fait suite à l'émission de titres souverains d'un montant de 4 Md \$ en janvier 2026 qui avait permis le rachat partiel d'obligations souveraines sur le marché secondaire et à échéance 2030, 2035 et 2040, et avait marqué le retour de l'Équateur sur les marchés financiers internationaux. L'opération actuelle concerne des obligations en tous points similaires à celles émises en janvier, à échéance 2035 et 2040, mais à un taux d'intérêt plus faible (9 % en janvier). Cette opération a permis une nouvelle baisse de l'indice de risque pays EMBI, qui s'établit à 404 pdb, soit le niveau le plus faible depuis 2014.

L'Équateur souscrit un contrat d'« hedging » pétrolier.

La société publique pétrolière Petroecuador a annoncé la souscription d'un mécanisme de couverture pétrolière (« hedging ») afin de protéger les revenus issus des exportations de pétrole brut. Ce produit financier permet de garantir un prix minimum de vente du pétrole face aux fluctuations du marché international. Selon l'entreprise publique, cette couverture concerne plus de 30 Mb, soit entre 40 % et 50 % des volumes commercialisés jusqu'à décembre 2026. Cette mesure, essentielle dans un contexte de forte volatilité du secteur pétrolier, est préconisée dans le cadre du

programme avec le FMI. Selon Petroecuador, le revenu minimum garanti sera supérieur au prix de référence fixé dans le budget de l'État, établi à 53,50 \$/baril. Le gouvernement équatorien avait récemment adapté la législation pour autoriser les entreprises publiques à recourir à ce type de couverture financière. Ainsi, en janvier 2026, un décret a reconnu le coût de cette assurance comme une dépense légitime de gestion des risques. En mars 2026, la Banque centrale a été autorisée à intervenir comme intermédiaire dans ces opérations, malgré un contexte international tendu qui rend actuellement ces assurances plus coûteuses.

Guyana

Le gouvernement prévoit de verser une subvention de plus de 14 M\$ aux riziculteurs.

Pour protéger les producteurs de riz, le gouvernement guyanien entend verser plus de 14 M\$ (3 Md GUY), financés par l'augmentation du prix de l'essence vendue par la société pétrolière nationale, qui est passé de 0,81 \$ (170 GY) le litre avant la guerre à 1 \$ (208 GY) aujourd'hui. En effet, l'augmentation du prix du pétrole, liée à la guerre en Iran, a eu un impact à la hausse sur le prix des intrants agricoles. Selon l'opposition (APNU), le gouvernement devrait opter pour une solution plus complète en subventionnant le carburant et en plafonnant les prix.

Pérou

En 2025, 26 % de la population péruvienne vivait sous le seuil de pauvreté.

Selon l'INEI (Institut national de statistiques), **le taux de pauvreté a baissé de 1,9 pp. en 2025**

pour atteindre 25,7 % de la population, soit plus de 8,8 millions de personnes.

Ce chiffre reste bien supérieur au niveau prépandémique : en 2019 le taux de pauvreté monétaire s'élevait à 20,2 %. Par ailleurs, **la pauvreté extrême touche 4,7 % de la population**, soit une baisse de 0,8 pp., mais ce taux reste de nouveau supérieur à celui de 2019 (2,9 %). Cela signifie que plus de 1,6 million de péruviens n'ont pas accès au panier alimentaire de base. Le taux de pauvreté extrême a majoritairement diminué dans les régions rurales, tandis qu'il a augmenté à Lima (de 3,3 % à 3,6 %).

Le Pérou ne respecterait pas la règle budgétaire cette année et les années à venir, selon le Conseil Budgétaire.

Les perspectives du pays sont défavorables pour atteindre les objectifs budgétaires, de 2026 à 2029, selon Alonso Segura, président du Conseil Budgétaire du Pérou. Cette situation pourrait provoquer une modification des règles budgétaires pour la quatrième année consécutive. Selon lui, cela s'explique par la multiplication des lois qui font augmenter les dépenses publiques, à laquelle s'ajoutent les crédits supplémentaires accordés par le pouvoir exécutif. Il ajoute que toute modification des règles budgétaires ne relève pas de la compétence du gouvernement actuel, mais des nouvelles autorités nommées à la suite des élections présidentielles. Selon A. Segura, une trajectoire raisonnable, responsable et nécessairement austère s'impose compte tenu de la gestion des dépenses publiques de ces dernières années. Pour mémoire, le conseil budgétaire est une entité publique autonome et technique créée en 2013 en charge de l'évaluation des normes budgétaires.

Suriname

Un partenariat public-privé a été signé pour favoriser l'inclusion financière des entrepreneurs et des PME.

Le ministère des Affaires économiques, de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation technologique (EZOTI) et la Trustbank Amanah ont signé un protocole d'accord visant à améliorer l'accessibilité financière. Ce partenariat repose sur trois points. D'une part, il cherche à accroître l'accès aux services financiers formels pour les entrepreneurs (solutions bancaires numériques, services financiers mobiles, expansion des réseaux de paiement...). D'autre part, il vise le renforcement des compétences des entrepreneurs (apprentissage de la littératie financière, élaboration de plans d'affaires solides, amélioration des structures d'entreprise). Enfin, il prévoit de connecter les PME surinamaises aux instruments financiers internationaux tels que le financement commercial, les services de change et la banque d'investissement. La *Trustbank Amanah* s'est engagée à financer les entrepreneurs et à les guider vers le système bancaire. **Cette collaboration vise à renforcer structurellement le climat des affaires afin de stimuler le développement économique du pays.**

Venezuela

L'inflation recule à 612 % en g.a. au mois d'avril.

Selon la Banque centrale du Venezuela (BCV), **l'inflation mensuelle en avril a été de 10,6 %, un taux inférieur à celui de mars qui s'était établi à 13,1 %.** L'inflation cumulée entre janvier et avril atteint 90 % tandis que l'inflation annuelle s'établit à 612 % (pour 649 % en mars).

Les États-Unis assouplissent de nouveau les sanctions, en vue d'une possible restructuration de la dette publique.

Le Bureau de contrôle des avoirs étrangers du Trésor américain (OFAC) autorise le conseil au gouvernement vénézuélien en vue d'une éventuelle restructuration de la dette publique à terme. Emise le 5 mai, la licence générale 58 (LG58) autorise les entreprises, de manière limitée, à fournir des services juridiques, financiers et de conseil au gouvernement vénézuélien, et à PdVSA (entreprise pétrolière publique) à faire appel à des cabinets internationaux de conseil financier et juridique, y compris les filiales de PdVSA où l'entreprise détient une participation d'au moins 50 %.

Cette licence n'autorise pas : i) la négociation directe de la dette avec les créanciers, ii) la signature d'accords définitifs, de transferts de dette ou de règlements, iii) le déblocage d'actifs vénézuéliens gelés. Cet instrument

interdit également les transactions avec les personnes figurant sur la liste SDN ou provenant de Russie, d'Iran, de Chine, Cuba et de Corée du Nord.

Le revenu minimum intégral augmente de 26 %.

La présidente (a.i.) Delcy Rodríguez a annoncé le 30 avril que le revenu minimum intégral passe au 1^{er} mai de 190\$ à 240\$. Cette hausse concerne uniquement les bonus, indexés au taux de change officiel, sans caractère salarial comme « la prime de guerre économique », qui est passée de 150\$ à 200\$ ou « le bonus alimentaire » qui reste inchangée à 40\$.

Le salaire minimum reste pourtant inchangé depuis mai 2022 en 130 bolivars (0,26\$ au taux de change du 5 mai 2026). De plus, une commission nationale pour le dialogue social sur le travail est créée afin de mettre en place un nouveau modèle salarial dans le pays.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
				2025	2026 p.			2023	Variation par rapport à 2022	
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	80,7	6,3	-1,2	-3,3	1,2	102,7	108	+5	25,0
Colombie	53,4	539,6	10,1	2,6	2,3	-2,5	60,9	83	+2	6,3
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,5	5,2	54,4 (2025)	88	+1	3,0
Guyana	1,0	34,0	33,2	19,3	16,2	21,5	29,2	89	+6	5,7
Pérou	34,7	380,9	11,0	3,4	2,8	3,4	30,0	79	0	2,5
Suriname	0,7	5,9	8,9	1,5	3,9	-44,8	87,1	114	+2	12,0
Venezuela	26,9	111,3	4,1	1,5	4,0	7,1	308,7 (2025)	121	0	219,7
Argentine	47,9	688,4	14,4	4,4	3,5	-0,8	70,4	47	0	25,0
Brésil	214,1	2 635,9	12,3	2,3	1,9	-2,7	102,7	84	+2	4,3
Chili	20,2	407,8	20,2	2,3	2,4	-0,8	42,5	45	0	3,6
Mexique	134,4	2 120,9	15,8	0,6	1,6	-0,4	62,7	81	+3	3,9

Source : FMI, WEO, avril 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Louis BRUGEL, Carla DERVILLE, Ursula ELEIZALE, Diego MAGUINA, Marie REBOURS, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)